



TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES 2025CF01A1N25S0000

Acheteur

EPAMSA
1 rue de Champagne
78200 MANTES LA JOLIE

Représentant de l'acheteur

Monsieur le Directeur général de l'établissement

Fourniture de prestations informatiques pour l'EPAMSA

Table des matières

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR – INTERVENANTS	5
1. OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 Objet du contrat.....	5
1.2 Procédure de passation	5
1.3 Nature du contrat	5
1.4 Forme du contrat	5
1.5 Organisation de l'achat	5
1.5.1 Allotissement.....	5
1.5.2 Contrat à tranches	5
1.5.3 Marché réservé	5
1.6 Accord-cadre	6
1.7 Attributaire	6
1.8 Forme des notifications et informations au titulaire	6
2. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	6
2.1 Modalités d'émission des bons de commande (articles R.2162-13 et R.2162-14 ccp)	6
2.2 Conditions de passation des bons de commande	6
3. PIECES DU CONTRAT	7
3.1 Pièces contractuelles	7
3.2 Pièces établies après la conclusion du contrat	7
3.3 Stipulations générales.....	7
3.4 Acceptation des pièces et documents de la consultation	8
3.5 Pièces à remettre au titulaire	8
4. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES.....	8
4.1 Obligation de résultat	8
4.2 Prestation de réversibilité.....	8
4.3 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	9
4.4 Protection de l'environnement – sécurité - santé	9
4.5 Réparation des dommages	9
4.6 Assurances	9
4.7 Changement de législation ou de réglementation	9
4.8 Autres obligations	10
4.6.1 Obligation générale de conseil	10
4.6.2 Obligation relative à la cotraitance et à la sous-traitance	10
4.6.3 Confidentialité et sécurité	10
4.9 Protection des données personnelles.....	10
5. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE – DELAIS D'EXECUTION.....	11
5.1 Entrée en vigueur et durée du contrat	11

5.2	Fixation et prolongation des délais	11
5.2.1	Délais d'exécution	11
4.2.2	Prolongation des délais d'exécution	11
5.3	Exécution complémentaire	12
6.	PENALITES.....	12
6.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	13
6.2	Pénalités pour non suivi des demandes	13
6.3	Pénalités pour indisponibilité dans les marchés de maintenance.....	13
6.4	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	13
6.5	Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal	13
6.6	Pénalités pour travail dissimulé	13
7.	MODIFICATION DU CONTRAT	14
7.1	Principes généraux.....	14
7.2	Hypothèses de modification du contrat	14
7.3	Imprévision	14
7.4	Cession	14
8.	RESILIATION.....	15
9.	PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....	15
9.1	Forme des prix	16
9.2	Variation de prix.....	16
9.3	Règlement des comptes.....	16
9.3.1	Modalités de règlement du prix	16
9.3.2	Demandes de paiements	16
9.3.3	Paiement des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct	18
9.3.4	Délais de paiement et intérêts moratoires.....	18
10.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	19
10.1	Décisions après vérification	19
10.1.1	A l'issue des vérifications quantitatives	19
10.1.2	A l'issue des vérifications qualitatives.....	19
11.	ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	19
11.1	Admission.....	19
11.2	Ajournement.....	20
11.3	Réfaction	20
11.4	Rejet.....	20
12.	GARANTIES	20
12.1	Durée.....	20
12.2	Garantie contre les tiers	20
12.3	Garantie de remise en état ou de remplacement	20

12.4	Garantie de conformité des logiciels standards	20
12.5	Logiciels libres	20
13.	UTILISATION DES RESULTATS	20
13.1	Régime des connaissances antérieures	20
13.2	Régime des résultats.....	21
14.	RESILIATION.....	21
15.	DISPOSITIONS EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS.....	21
16.	LANGUE ET UNITE MONETAIRE.....	21
17.	PREVENTION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS.....	22
18.	DEROGATIONS AU CCAG-TIC.....	22

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR – INTERVENANTS

Le présent contrat est conclu par l'Etablissement Public d'Aménagement du Mantois Seine Aval (EPAMSA), ci-après dénommé l'acheteur.

Représentation des parties :

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-TIC, l'acheteur désigne dès à présent Damien BEHR, directeur général par intérim de l'EPAMSA, agissant au nom et pour le compte de l'acheteur pour le représenter pour les besoins de l'exécution du contrat.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du contrat.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-TIC, dès la notification du contrat, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du contrat. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du contrat.

1. OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet l'infogérance des installations informatiques de l'EPAMSA.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

Lieu d'exécution : Siège de l'EPAMSA – 1 rue de Champagne – 78200 MANTES-LA-JOLIE.

1.2 PROCEDURE DE PASSATION

Le présent contrat a été passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du code de la commande publique (CCP).

1.3 NATURE DU CONTRAT

Le contrat est qualifié de marché public de techniques de l'information et de la communication régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) tel qu'issu de l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JO du 1^{er} avril 2021, dans sa version en vigueur.

1.4 FORME DU CONTRAT

Les prestations, objet du présent contrat, donneront lieu à un marché à prix mixtes, comprenant une partie conclue à prix forfaitaires et une partie à bons de commande, conclue à prix unitaire.

1.5 ORGANISATION DE L'ACHAT

1.5.1 Allotissement

Le présent contrat ne fait l'objet d'aucun allotissement. Conformément aux articles L.2113-10s, R.2113-2s CCP, le motif de non-allotissement est le suivant : l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.5.2 Contrat à tranches

Sans objet.

1.5.3 Marché réservé

Sans objet.

1.6 ACCORD-CADRE

En application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1s CCP, le présent contrat constitue un accord-cadre pour sa partie à bons de commande.

L'accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles, est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 à R.2162-14 CCP.

L'accord-cadre est conclu dans les limites suivantes :

☒ avec un montant maximal annuel fixé à 25 000,00 euros hors taxes.

Aucune valeur minimale de commande ne peut être exigée par le titulaire du contrat.

1.7 ATTRIBUTAIRE

Le présent contrat est conclu avec un attributaire, prestataire unique ou en groupement d'entreprises, prestataires uniques ou en groupement d'entreprises dans les conditions prévues aux articles R.2142-19s CCP.

1.8 FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Pour les notifications au titulaire des décisions ou informations, l'acheteur prévoit la (ou les) forme(s) suivante(s) : tout moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

2. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Comme précisé à l'article 1.6 ci-dessus, le présent contrat constitue un accord-cadre (AC) pour la partie à bons de commande dont les modalités d'exécution sont les suivantes :

- **Accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (article R.2162-2 al.2 CCP) :**

2.1 MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE (ARTICLES R.2162-13 ET R.2162-14 CCP)

Il est fait application de l'article 3.7 du CCAG-TIC.

Les bons de commande interviendront au fur et à mesure de la survenance du besoin.

Les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'AC. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'AC. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'AC dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Il n'y a pas de minimum de commande, ainsi aucun frais supplémentaire n'est facturé pour des prestations jugées de trop faible importance par le titulaire.

Les bons de commande sont exécutoires à la date indiquée. Le commencement d'exécution des prestations peut toutefois être différé, sur mention expresse indiquée sur le bon de commande ou sur document annexe.

2.2 CONDITIONS DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande précise :

- le contenu et les quantités des prestations à réaliser,
- le montant du bon de commande,
- la référence du contrat,

- s'il y a lieu :
 - les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser,
 - les conditions particulières d'exécution,
 - les conditions particulières de livraison et d'admission,
 - les délais de livraison,
 - les documents à fournir à la livraison.

Chaque bon de commande est notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article 1.8 du présent C.C.A.P. et à l'article 3.7 du CCAG-TIC.

Les commandes sont adressées sous forme de bons de commande.

Elles sont passées dans les conditions suivantes : les bons de commande sont transmis par tout moyen permettant de dater de façon certaine l'envoi.

3. PIECES DU CONTRAT

3.1 PIECES CONTRACTUELLES

En complément de l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

1/ Pièces particulières :

- . L'acte d'engagement (A.E.) ;
- . Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- . Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- . L'offre financière du titulaire (B.P.U.F.) ;
- . L'offre technique du titulaire : il est à noter que le titulaire doit respecter son mémoire technique mais qu'en aucun cas l'acheteur n'est engagé sur celui-ci ;
- . Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du contrat.

L'A.E, le C.C.A.P et le C.C.T.P prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang.

Les exemplaires des documents particuliers composant le contrat détenus par l'acheteur font seul foi.

2/ Pièces générales :

- . Le code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 ;
- . Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

S'agissant des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier de consultation des entreprises, le soumissionnaire étant supposé en avoir pris connaissance. L'entrepreneur titulaire du présent contrat ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance des stipulations contenues dans les documents généraux pour tenter de s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Par suite, le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exécution du contrat, d'une quelconque ignorance des pièces énumérées ci-dessus et, d'une manière générale, de tous textes et de toute la réglementation qui sont applicables à la réalisation des prestations prévues au titre du contrat.

La version de ces textes qui est opposable au titulaire est celle en vigueur à la date de signature du contrat.

Toutes clauses contraires des conditions générales de vente du titulaire sont réputées nulles et non avenues, seules faisant foi les stipulations prévues au contrat.

3.2 PIECES ETABLIES APRES LA CONCLUSION DU CONTRAT

Les pièces établies par le titulaire en exécution du contrat deviennent contractuelles à compter de leur acceptation par le maître d'ouvrage.

3.3 STIPULATIONS GENERALES

Les pièces susvisées constituent un ensemble contractuel unique.

L'ordre de priorité des pièces implique, qu'en cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, sont prises en considération et sont donc applicables les stipulations correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.

En cas de contradiction dans les clauses d'un même document du contrat, il conviendra de faire application de la clause la plus favorable au maître d'ouvrage.

3.4 ACCEPTATION DES PIÈCES ET DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Le titulaire déclare avoir pris connaissance et vérifié le contenu de l'ensemble des pièces et documents mis à sa disposition dans le cadre de la consultation ayant précédé l'attribution du marché.

Il déclare avoir effectué toutes les démarches nécessaires pour la bonne compréhension du projet auprès de l'acheteur.

Par suite, le titulaire déclare assumer l'entière responsabilité de l'interprétation qu'il a fait des pièces et documents mis à sa disposition par l'acheteur, sauf à démontrer que l'acheteur a délibérément cherché à nuire au titulaire en faisant figurer une information erronée et/ou en omettant une information essentielle.

3.5 PIÈCES À REMETTRE AU TITULAIRE

La notification du contrat comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, des pièces constitutives du contrat, à l'exception des pièces générales.

Par dérogation partielle à l'article 4.2 du CCAG-TIC, la remise au titulaire, sans frais, de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du contrat, se fait sur demande expresse du titulaire.

4. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES

4.1 OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le C.C.T.P. du présent contrat.

Il reconnaît avoir pris connaissance des contraintes liées à la réalisation des prestations et d'avoir parfaitement compris les attentes de l'acheteur et la qualité des prestations attendues.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants. Ainsi, le titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à une majoration de rémunération en raison des dépenses qu'il aurait pu être amené à engager pour l'exécution de son contrat en vue de la réalisation des prestations nécessaires à la réalisation du projet convenu conforme aux documents contractuels.

4.2 PRESTATION DE REVERSIBILITE

Avant la fin du contrat, pour quelque cause que ce soit, pour le cas où l'EPAMSA reprendrait ou confierait à un tiers tout ou partie des prestations prévues au présent contrat, le titulaire s'engage à réaliser toute prestation permettant de maintenir sans rupture le service et de prévoir le passage d'un prestataire à un autre.

Le titulaire s'engage notamment à remettre au tiers désigné par l'EPAMSA tous les éléments et informations dont il dispose et à fournir toute l'assistance nécessaire afin d'éviter une rupture du service.

La période de recouvrement se déroule pendant le délai nécessaire à sa réalisation. Le titulaire s'engage à répondre à toute demande d'assistance, même ponctuelle, formulée par l'EPAMSA ou par le nouveau prestataire.

4.3 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Il est fait application de l'article 6 du CCAG-TIC.

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-7 du code du travail, le titulaire doit remettre spontanément à l'EPAMSA lors de la conclusion du contrat et tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci les pièces suivantes :

- . une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'URSSAF (attestation de vigilance – L.243-15 du code de sécurité sociale),
- . un extrait K-BIS de moins de 3 mois, une carte d'inscription au répertoire des métiers et un devis ou tout autre document mentionnant le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- . le cas échéant, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

4.4 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – SECURITE - SANTE

Il est fait application de l'article 7 du CCAG-TIC.

4.5 REPARATION DES DOMMAGES

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-TIC.

4.6 ASSURANCES

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-TIC.

4.7 CHANGEMENT DE LEGISLATION OU DE REGLEMENTATION

Le titulaire est réputé avoir pris en compte l'ensemble des normes existantes à la date de signature du contrat ainsi que celles dont l'entrée en vigueur était raisonnablement prévisible pour un homme de l'art.

Le titulaire est tenu d'adapter sans délai l'exécution de ses prestations aux changements de normes en vigueur intervenant après la signature du contrat.

Les conséquences financières ainsi qu'en termes de délais résultant de l'évolution ou d'un changement de normes en vigueur sont à la charge intégrale du titulaire, sauf :

- En cas de démonstration par le titulaire qu'il ne pouvait pas raisonnablement anticiper l'entrée en vigueur de la norme concernée,
- En cas de démonstration par le titulaire que la norme concernée affecte directement ses prestations prévues au contrat.

Dans ces cas, le titulaire établit un mémoire exposant de manière détaillée les impacts techniques, notamment en termes de travaux supplémentaires, et/ou financiers et/ou sur les délais contractuels, résultant de l'entrée en vigueur de la norme concernée.

L'acheteur dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception des éléments susvisés pour se prononcer sur la demande du titulaire.

Par dérogation aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-TIC, si l'acheteur estime que les conditions prévues au présent article sont réunies et s'il accepte les conséquences techniques, financières et/ou sur les délais résultant de l'entrée en vigueur de la norme concernée, le contrat est modifié par voie d'avenant, à régulariser dans le délai d'un mois à compter de la notification de son accord par l'acheteur.

En cas de désaccord exprimé par l'acheteur ou en cas de silence de plus d'un mois, le différend est réglé dans les conditions de l'article 17 du présent C.C.A.P.

4.8 AUTRES OBLIGATIONS

4.6.1 Obligation générale de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard de l'EPAMSA pendant toute la durée d'exécution du contrat.

Le titulaire alertera en cas d'évolution réglementaire susceptible d'impacter la prestation. Le titulaire communiquera toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signalera les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du contrat.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne pourra se prévaloir d'une incohérence dans le contrat pour s'exonérer de sa responsabilité.

Le titulaire informera de tous les problèmes qu'il rencontre pour assurer ses prestations en identifiant les risques associés à l'absence de précaution ou d'intervention et en proposant les actions correctives ou de prévention nécessaires liées à son domaine d'expertise.

Le titulaire signalera à l'EPAMSA, dès qu'il a été normalement en mesure de les déceler, les incidents prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité des biens, des sites ou de l'architecture informatique, et lui indiquer les conséquences qui pourraient en résulter dans le cas où il n'y serait pas apporté de solution.

4.6.2 Obligation relative à la cotraitance et à la sous-traitance

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R.2142-19s CCP ainsi que par l'article 3.5 du CCAG-TIC.

Pour les sous-traitants, il est fait application des articles L.2193-1s CCP, ainsi que de l'article 3.6 du CCAG-TIC.

4.6.3 Confidentialité et sécurité

Le titulaire est tenu d'observer les dispositions relatives aux obligations de confidentialité, de protection des données personnelles et de sécurité définies par l'article 5 du CCAG-TIC. Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants du titulaire.

En complément de l'article 5 du CCAG-TIC et conformément aux exigences de la CNIL, chaque opération de maintenance doit faire l'objet d'un descriptif précisant :

- la date de l'opération,
- la nature de l'opération,
- le nom des intervenants.

En cas de télémaintenance permettant l'accès à distance aux fichiers, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires afin de permettre à l'acheteur d'identifier la provenance de chaque intervention extérieure. A cette fin, le titulaire s'engage à obtenir l'accord préalable avant chaque opération de télémaintenance dont il prendrait l'initiative. Des registres sont établis sous les responsabilités respectives du titulaire et de l'acheteur mentionnant les dates, nature détaillée des interventions de télémaintenance ainsi que les noms de leurs auteurs.

4.9 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le titulaire et l'EPAMSA s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque encouru pour les données personnelles des personnes concernées.

Ces mesures de sécurité tiendront compte des préconisations détaillées à l'article 32 du RGPD et des bonnes pratiques relatives à la sécurité des systèmes d'information diffusées par l'ANSSI.

A cet effet, le titulaire s'engage à :

- ▶ Traiter les données uniquement pour la (ou les) seule(s) finalité(s) en lien avec l'objet du présent contrat,
- ▶ Traiter les données dans le strict respect des instructions demandées par l'acheteur et informer l'EPAMSA s'il considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union Européenne ou du droit des Etats membres relative à la protection des données,
- ▶ Garantir la confidentialité des données personnelles traitées dans le cadre du présent contrat. Cette obligation de confidentialité s'applique également à l'ensemble du personnel du titulaire qui serait autorisé à traiter les données personnelles en vertu du présent contrat,
- ▶ Informer préalablement l'EPAMSA s'il envisage de sous-traiter le traitement de données personnelles. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties de mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées. En outre, le titulaire demeure pleinement responsable envers l'EPAMSA des obligations du présent contrat, y compris pour les opérations qu'il sous-traite,
- ▶ Aider l'EPAMSA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercices des personnes concernées,
- ▶ Notifier à l'EPAMSA, dans le respect des articles 33 et 34 du RGPD toute violation de données personnelles dans les meilleurs délais en informant l'interlocuteur habituel du marché,
- ▶ Mettre à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations.

5. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE – DELAIS D'EXECUTION

5.1 ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour une durée d'un an, à compter du 1^{er} novembre 2025.

Il est reconductible trois fois par tacite reconduction, pour une durée d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans, période initiale et reconductions comprises.

L'acheteur a la faculté de ne pas reconduire le contrat par lettre recommandée avec avis de réception postale, adressé au moins **deux mois** avant la date de reconduction. Cette non-reconduction ne donnera pas lieu au versement d'indemnités au profit du titulaire.

5.2 FIXATION ET PROLONGATION DES DELAIS

5.2.1 Délais d'exécution

Pour les prestations forfaitaires, en application de l'article 13.1.1 du CCAG-TIC, le délai d'exécution part à compter de la date de notification.

Pour la partie accord-cadre à bons de commande, en application de l'article 13.1.2 du CCAG-TIC, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de leur notification au titulaire.

4.2.2 Prolongation des délais d'exécution

Il est fait application de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

5.3 EXECUTION COMPLEMENTAIRE

L'acheteur se réserve le droit de recourir, si besoin est, à la procédure de marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables telle qu'issue de l'article R.2122-7 CCP pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire au titre du présent contrat.

6. PENALITES

L'acheteur dispose d'un droit de contrôle permanent sur les prestations du titulaire. Dans ce cadre, il peut contrôler sur pièces et sur place le respect des engagements contractuels du titulaire ainsi que les informations qui lui sont communiquées. Il peut diligenter tous moyens à cette fin.

Le titulaire fournit à l'acheteur tous les éléments dont il a besoin pour exercer son contrôle, et notamment tous rapports, documents et informations, en sa possession concernant l'exécution de ses obligations contractuelles, conformément aux stipulations du contrat.

L'acheteur peut demander au titulaire des informations complémentaires sur tous les comptes-rendus et documents produits en application des stipulations précitées ou tout autre rapport utile à l'exercice de son contrôle.

Les contrôles effectués par l'acheteur ne sauraient en aucun cas avoir pour effet de dégager le titulaire de sa responsabilité au titre du marché.

L'acheteur peut appliquer des pénalités au titulaire, si celui-ci ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat. Ces pénalités sont applicables de l'entrée en vigueur du marché à la date de fin normale de celui-ci. En cas de résiliation, les pénalités sont applicables jusqu'à la date effective de la réalisation. Ces pénalités peuvent être infligées sans mise en demeure préalable et sans préjudice, s'il y a lieu des dommages et intérêts envers les tiers.

L'application de pénalités n'exonère pas le titulaire de l'accomplissement de ses prestations au titre du contrat.

Dans le cas où le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques pour lesquels les paiements sont effectués sur des comptes distincts, les pénalités sont réparties entre les membres de ce groupement conformément aux indications du mandataire. Dans l'attente, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération n'engage la responsabilité du maître d'ouvrage à l'égard des autres membres du groupement titulaire.

Dans le cas où les sommes dues à un membre du groupement ne sont pas suffisantes pour compenser les pénalités appliquées audit membre, la part de pénalités n'ayant pas pu être supportée par ce membre sera due par le mandataire, à charge pour lui de se retourner contre ledit membre.

Toutes les pénalités ou réfections citées ci-dessous sont appliquées sur la facture du mois suivant leur constat et font l'objet d'un courrier recommandé avec avis de réception postal. Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision, elles sont ensuite déduites du montant du contrat actualisé ou révisé TTC.

Sauf dérogation expresse ci-dessous, il est fait application de l'article 14 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas **1 000 euros hors taxes** pour l'ensemble du contrat.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le contrat doivent être transmis par celui-ci par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Par application de l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités appliquées au titulaire ne peut excéder **10% du montant total hors taxes** du contrat.

Les pénalités du présent contrat sont indépendantes et cumulatives.

6.1 PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

En cas de retard dans l'exécution des prestations, des pénalités sont appliquées au titulaire conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-TIC. Par dérogation partielle à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, ces pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable, sur simple constatation de l'acheteur.

En cas de panne du (des) serveur(s), le titulaire du marché est tenu de rétablir le fonctionnement du (des) serveur(s) dans un délai de 24 heures à compter de sa constatation. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, le montant des pénalités s'élève à **200 euros par jour calendaire de retard**, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de l'acheteur.

En cas de panne du (des) logicielle(s) ordinateur(s), le titulaire du contrat est tenu de rétablir la panne dans un délai de 5 jours à compter de sa constatation. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, le montant des pénalités s'élève à **50 euros par jour calendaire de retard**, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de l'acheteur.

Délai de réponse service hotline : en cas d'appel pour tout problème considéré comme bloquant par l'établissement, le titulaire du contrat est tenu d'apporter une réponse dans un délai de 4 heures à compter de l'appel. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, le montant des pénalités s'élève à **50 euros par heure de retard**, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de l'acheteur.

6.2 PENALITES POUR NON SUIVI DES DEMANDES

En cas de non-suivi des demandes prévues au C.C.T.P, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de **50 euros**, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de l'acheteur.

6.3 PENALITES POUR INDISPONIBILITE DANS LES MARCHES DE MAINTENANCE

Il est fait application de l'article 14.2 du CCAG-TIC.

6.4 PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE

Il est fait application de l'article 14.3 du CCAG-TIC.

6.5 PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, dans le cas où le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à 8221-5 du code du travail, il encourt une pénalité égale à **10% du montant du contrat**, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1s du code du travail.

6.6 PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité correspondant à **10% du montant TTC** du marché.

Toutes ces pénalités sont cumulables.

7. MODIFICATION DU CONTRAT

7.1 PRINCIPES GENERAUX

Les conditions techniques et financières du contrat sont susceptibles d'être modifiées au cours de son exécution.

Toute modification convenue entre les parties se fait par voie d'avenant dans le respect des dispositions de l'article L.2194-1 CCP.

Toutes les clauses du contrat non explicitement modifiées demeurent applicables de plein droit.

7.2 HYPOTHESES DE MODIFICATION DU CONTRAT

Une modification du contrat par voie d'avenant peut notamment intervenir dans les hypothèses suivantes :

- . en cas d'évolution(s) technique(s) et / ou réglementaire(s) au cours du marché rendant utile ou nécessaire la modification des pièces contractuelles dans les conditions de l'article 7.1 du présent C.C.A.P.,

- . en cas de survenance d'aléas imprévisibles au moment de la signature du contrat, dans les conditions de l'article 7.3 ci-dessous,

- . en cas de changement de titulaire, dans les conditions de l'article 7.4 du présent C.C.A.P.

Il est précisé que cette clause de réexamen ne constitue pas un droit à la modification du contrat pour le titulaire. Par suite, l'acheteur est libre de refuser une modification fondée sur le présent article, sans que cela ne justifie une demande d'indemnisation de la part du titulaire.

7.3 IMPREVISION

En cas de survenance d'un événement imprévisible lors de la signature du contrat ou dont les effets ne pouvaient pas raisonnablement être prévus à cette date, extérieur aux parties, ou ayant ou qui aura nécessairement pour effet de bouleverser temporairement l'équilibre économique du contrat, le titulaire doit poursuivre l'exécution de ses obligations.

Il peut proposer à l'acheteur les mesures d'adaptation nécessaires au contrat. Si l'acheteur accepte ces propositions, un avenant sera conclu à brefs délais dans les conditions de l'article 7.2 ci-dessus.

Le titulaire a, en outre, droit à une aide financière versée par l'acheteur pour pourvoir aux dépenses non prévues contractuellement afférentes à la période d'imprévision, sous réserve de documenter ces dépenses et dans la limite de 50% de celles-ci.

Au cas où, à la suite de la survenance d'un fait d'imprévision, le bouleversement de l'équilibre économique du contrat ne serait plus temporaire, la résiliation peut être prononcée par l'acheteur dans les conditions prévues à l'article 8 du présent C.C.A.P., ou à la demande du titulaire par le juge administratif.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception postal précisant les motifs de résiliation. Elle prend effet à compter de sa notification. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

7.4 CESSIION

Le titulaire ne pourra céder tout ou partie du contrat sans le consentement préalable écrit de l'acheteur.

La demande de cession est effectuée par le titulaire auprès de l'acheteur par lettre recommandée avec avis de réception postale.

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1s, R.2194-2s CCP, l'acheteur ne pourra donner son agrément à la cession que si le cessionnaire présente les garanties professionnelles et financières au vu desquelles le contrat a été attribué, et si la cession ne remet pas en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire initial ni ne modifie substantiellement les caractéristiques du marché.

L'acheteur fera connaître sa décision dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande du titulaire. A défaut, le silence de l'acheteur vaut refus.

A défaut d'avenant de cession, la cession sera considérée comme irrégulière et sera inopposable à l'acheteur.

Le non-respect des stipulations du présent article pourra être sanctionnée, par la déchéance.

Si l'acheteur accepte la cession du contrat, le cessionnaire est alors entièrement subrogé au titulaire dans les droits et obligations résultant du contrat, et reprend intégralement l'exécution de toutes les obligations fixées dans le contrat à la charge du titulaire, à hauteur de la cession effectuée. Le titulaire fera son affaire à ses frais de la transmission de toutes les charges et obligations dans le cadre de la cession, y compris en ce qui concerne le bénéfice des polices d'assurance et communiquera à son cocontractant dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la cession les justificatifs de transmission des charges et garanties.

8. RESILIATION

Il est fait application des dispositions du chapitre 8 du CCAG-TIC.

9. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Les prix du contrat sont mentionnés hors TVA.

Il est fait application de l'article 10 CCAG-TIC.

Conformément à l'article 10.1.3 CCAG-TIC, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 19.1.2 du CCAG-TIC, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages et ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 39.1 du CCAG-TIC.

Le prix comprend l'ensemble des prestations décrites au présent contrat. Par conséquent, le titulaire devra exécuter à ses frais toutes prestations omises dans sa proposition et nécessaires à la bonne exécution du contrat.

Variation des taxes fiscales : en cas de modification de la législation fiscale, si le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le contrat, les prix de règlement tiennent compte de cette variation et il sera fait application de la taxe au taux en vigueur à la date du fait générateur.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du contrat sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leur

défaillance.

9.1 FORME DES PRIX

Les prix du contrat sont mixtes, établis sur la base du bordereau des prix unitaires et forfaitaires.

Les prestations sont réglées par application de prix forfaitaires et unitaires prévus au bordereau des prix unitaires forfaitaires (B.P.U.F.) aux quantités réellement mises en œuvre.

9.2 VARIATION DE PRIX

Révision des prix

Conformément à l'article R.2112-13 CCP, les prix sont définitifs et révisibles dans les conditions ci-dessous.

Date d'établissement du prix initial : les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit le mois de septembre 2025. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché et seront révisés à la date anniversaire du marché soit le 1^{er} novembre de chaque année comme suit :

$$A = I_n / I_0$$

Où I_n et I_0 sont les valeurs prises par l'index de référence SYN : SYNTEC Bureaux d'études et sociétés de conseil publié respectivement au mois M_0 et au mois de révision des prestations.

Les valeurs des index sont publiées auprès des organismes suivants : les index sont publiés au Bulletin Officiel de la Concurrence de la Consommation et de la répression des Fraudes (BOCCRF).

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur. En cas de passation d'un avenant, la clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois M_0 correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché, sauf clause contraire prévue par l'avenant lui-même.

9.3 REGLEMENT DES COMPTES

9.3.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner une date certaine. En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG-TIC, les précisions suivantes sont apportées : le règlement du prix s'effectue par acompte trimestriel à terme à échoir pour les prestations forfaitaires.

9.3.2 Demandes de paiements

Conformément aux dispositions de l'article 11.5 du CCAG-TIC, le titulaire transmet sa demande de paiement après livraison et décision d'admission des prestations par l'acheteur.

- **Demandes de paiement d'acompte :**

Lorsque le titulaire a droit au paiement d'acomptes conformément aux dispositions ci-dessus, la demande de paiement d'acompte est établie, conformément à l'article 11.2 du CCAG-TIC, par le titulaire.

Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement pour la période considérée.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG-TIC, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et le cas échéant, diminué des réfections, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause,

- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- l'application de la formule de révision de prix,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues,
- les pénalités éventuelles pour retard,
- le montant de la TVA,
- le montant TTC.

- **Demande de règlement partiel définitif :**

Lorsque le titulaire a droit à un règlement partiel définitif conformément aux dispositions ci-dessus, les demandes de paiement des règlements partiels définitifs sont établies, conformément à l'article 11.7 du CCAG-TIC, ainsi qu'à l'article ci-dessus, par le titulaire, dans un délai de trente jours à compter de chaque décision distincte de réception des prestations.

Le titulaire transmet le décompte correspondant au règlement partiel définitif qui comporte en outre les éléments suivants :

- une récapitulation des acomptes perçus pour l'ensemble des prestations du contrat objet du projet de décompte,
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
 - . aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations,
 - . au solde du règlement partiel définitif.

- **Solde du marché :**

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessous et à l'article 11.7 du CCAG-TIC, par le titulaire dans un délai de trente jours à compter de la décision d'admission des prestations ou de la dernière décision d'admission distincte en cas de règlement partiel définitif.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG-TIC, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections,
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires,
- l'application de la révision des prix,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues,
- les pénalités éventuelles pour retard,
- le montant de la TVA,
- le montant TTC.

Le règlement du montant du marché s'effectue sur présentation de facture sous forme dématérialisée sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

L'utilisation de ce portail est obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique depuis le 1^{er} janvier 2020, pour toutes les entreprises.

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées à l'EPAMSA doivent comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, identifiant l'EPAMSA en tant que destinataire de la facture : 410 638 100 00033
- Le code service : factures Hors Gesprojet

Le numéro d'engagement n'est pas nécessaire.

Pour plus d'informations : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index

En plus des mentions légales, la facture doit comporter les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro SIRET,
- Le numéro du compte bancaire,
- La date du contrat,
- Le numéro du contrat,
- L'intitulé du contrat,
- La quantité et les références des prestations commandées,
- Les montants HT et TTC des prestations exécutées,
- La date, la référence et le numéro de bon de commande ou de l'OS le cas échéant,
- La date d'exécution effective.

9.3.3 Paiement des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants et sous-traitants payés directement comme indiqué à l'acte d'engagement.

En cas de cotraitance, seul le mandataire est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il est procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Le règlement des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant est effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R.2192-13, R.2193-5s CCP. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

9.3.4 Délais de paiement et intérêts moratoires

Le règlement des dépenses se fait par mandat administratif.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du contrat, sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement conformément aux articles R.2192-10 et 12 CCP.

En application de l'article L.2192-13 CCP, le dépassement de ce délai fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Par ailleurs, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros, conformément à l'article D.2192-35 CCP.

Enfin, en application de l'article L.2192-13 dernier alinéa CCP, lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue ci-dessus, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

10. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 DECISIONS APRES VERIFICATION

Dans le cas d'un marché comportant des prestations distinctes, la livraison de chaque prestation fera l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

10.1.1 A l'issue des vérifications quantitatives

A l'issue des opérations de vérifications quantitatives, si la quantité fournie ou les prestations de service effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du contrat, l'acheteur pourra décider de l'accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai de huit jours :

- soit de reprendre l'excédent fourni,
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

10.1.2 A l'issue des vérifications qualitatives

A l'issue de la vérification d'aptitude :

Le délai imparti à l'acheteur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est d'un mois à compter de la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire avise l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées ou, à défaut, de la date de notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur.

Si l'acheteur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prendra une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 34 du CCAG-TIC.

En cas d'ajournement, une nouvelle mise en ordre de marche pourra être exécutée à la demande de l'acheteur.

A l'issue de la vérification de service régulier :

L'acheteur dispose d'un délai maximal de sept jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier. Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'acheteur prend une décision de réception des prestations.

La réception pourra être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'acheteur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'acheteur prendra une décision écrite qu'il notifiera au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale d'un mois,
- de réception avec refaction,
- de rejet.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours mentionné au premier alinéa de l'article 32.2.2 du CCAG-TIC, le résultat de la vérification de service régulier sera considéré comme positif et les prestations réputées reçues.

11. ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

11.1 ADMISSION

L'acheteur prononce la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations du contrat. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception. En cas de réception tacite, la réception prend effet au terme du délai de sept jours mentionné au premier alinéa de l'article 32.2.2 du CCAG-TIC.

Conformément à l'article 35 du CCAG-TIC, l'admission des fournitures ou des matériels acquis par l'acheteur entraîne transfert de propriété. Le transfert de propriété des prestations est effectué en application des dispositions prévues ci-dessous relatives à l'utilisation des résultats.

11.2 AJOURNEMENT

Il est fait application de l'article 34.2 du CCAG-TIC.

11.3 REFACTION

Il est fait application de l'article 34.3 du CCAG-TIC.

11.4 REJET

Il est fait application des articles 34.4 et 34.5 du CCAG-TIC.

12. GARANTIES

12.1 DUREE

Il est fait application de l'article 36 du CCAG-TIC.

12.2 GARANTIE CONTRE LES TIERS

Le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce, et tout autre titre de propriété intellectuelle ou industrielle dont il propose l'emploi pour l'exécution du contrat.

12.3 GARANTIE DE REMISE EN ETAT OU DE REMPLACEMENT

Le présent contrat ne fait pas l'objet de remise en état des prestations.

12.4 GARANTIE DE CONFORMITE DES LOGICIELS STANDARDS

Le titulaire garantit la conformité des logiciels standards aux spécifications suivantes : à ce titre, pendant la durée de garantie, le titulaire corrige gratuitement toute anomalie de fonctionnement de son logiciel par rapport à ces spécifications.

Lorsque l'anomalie est constatée sur un logiciel standard dont le titulaire n'est pas l'éditeur, le titulaire met en œuvre les clauses de garantie prévues par l'éditeur du logiciel standard concerné qui sont préalablement portées à la connaissance de l'acheteur. La correction est effectuée gratuitement.

L'acheteur établit un compte rendu écrit de ces anomalies en donnant tous les éléments nécessaires à leur identification par le titulaire. Ce compte rendu doit être porté à la connaissance du titulaire dès la constatation de l'anomalie par l'acheteur.

12.5 LOGICIELS LIBRES

Les logiciels libres sont utilisés en l'état. Le titulaire n'est pas responsable des dommages qui pourraient être causés par l'utilisation, par l'acheteur, de logiciels libres dont il n'est pas éditeur.

13. UTILISATION DES RESULTATS

13.1 REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES

Il est fait application de l'article 44.1 du CCAG-TIC.

Si le titulaire du contrat utilise des connaissances antérieures dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures qui sont disponibles sous un régime de licence libre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire du contrat concède, à titre non exclusif, à l'acheteur et aux tiers désignés dans le contrat le droit d'utiliser de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toute forme, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats, pour les besoins découlant de l'objet du contrat. Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécution de représenter les connaissances antérieures pour utiliser les résultats.

La concession des droits sur les connaissances antérieures est comprise dans les prix du contrat. Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les résultats.

Les droits de modification, d'adaptation, de traduction s'exercent dans les conditions suivantes : au cours de l'exécution, le titulaire ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'acheteur, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du contrat qui seraient de nature à imiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

13.2 REGIME DES RESULTATS

Il est fait application de l'article 46 du CCAG-TIC.

14. RESILIATION

Il est fait application des dispositions du chapitre 8 du CCAG-TIC.

15. DISPOSITIONS EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

La monnaie de compte du contrat est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R.2193-1s CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du contrat n° du ayant pour objet..... »

Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiements seront libellées dans la monnaie de compte du contrat et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP. Le prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français. »

16. LANGUE ET UNITE MONETAIRE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi, doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original.

L'unité monétaire est l'euro.

17. PREVENTION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution des prestations objet du contrat dans les conditions de l'article 55 CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 55.5 du CCGA-TIC, en cas de rejet de la réclamation du titulaire déposée dans les formes et conditions de l'article 55 CCAG-TIC et/ou en cas de désaccord persistant de l'acheteur sur les conditions d'exécution du contrat, le différend pourra être porté à l'initiative de la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif de Versailles.

18. DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG-TIC, les dérogations du contrat au CCAG-TIC sont réputées valables :

- Sans que l'article du CCAG-TIC auquel il est dérogé ne soit formellement mentionné à chaque dérogation, ni que l'ensemble des dérogations soit explicitement listé au présent article ;
- Dès lors que ces dérogations au CCAG-TIC sont exprimées d'une manière suffisamment claire à la lecture du contrat, étant précisé que le titulaire disposait de la possibilité de formuler des demandes de clarification en cours de procédure d'attribution du marché et/ou de discuter de ses clauses au cours des séances de négociation ayant précédé l'attribution dudit marché.

Par suite, il est convenu entre les parties que la liste des dérogations au CCAG-TIC n'a pas vocation à être exhaustive mais uniquement à garantir l'information du titulaire sur les dérogations identifiées.